

Immigration de masse

«On doit d'abord regarder s'il y a des Suisses pour pouvoir faire le travail»

Christoph Blocher veut le retour des contingents et un plafonnement des frontaliers

Arthur Grosjean Männedorf

Christoph Blocher ne se reposera que le 9 février. D'ici là, il sillonne la Suisse pour participer aux débats sur l'initiative UDC «Contre l'immigration de masse». Comment compte-t-il réguler le nombre de travailleurs étrangers? Interview dans son bureau discret de Männedorf, en plein sur la «Côte dorée» de Zurich.

80 000 travailleurs étrangers en plus chaque année, c'est trop, dites-vous. Quel est le maximum pour vous?

On ne peut pas donner un chiffre précis. Avant l'entrée en vigueur de la libre circulation, il y en avait 40 000. On avait alors une forte croissance économique. Maintenant, c'est 80 000 et ce nombre va encore augmenter. Cela signifie l'installation d'un nombre d'étrangers supérieur à toute la population du canton de Jura. Cela nécessite chaque année de construire 35 000 logements, d'engager 600 infirmières, 163 médecins dans le seul secteur ambulatoire, 500 enseignants, etc. Vous ne trouvez pas ces forces de travail en Suisse, donc vous allez chercher encore des étrangers - pour les étrangers.

Mais 40 000 immigrants, c'est OK pour vous?

Non, cela dépend de la croissance économique. 40 000 dans une bonne conjoncture, c'est mieux que 80 000 avec une croissance faible comme depuis 2007. En 2009, la croissance était même négative et on a fait venir 72 000 personnes. Ces étrangers émigrent parce que la différence de niveau de vie est énorme.

Ils viennent parce qu'il y a du travail...

Pas forcément. Il y en a des milliers qui viennent sans travail et qui vont ensuite à l'aide sociale. C'est pour cela que le Conseil fédéral a interdit la semaine dernière l'aide sociale fédérale aux nouveaux demandeurs d'emploi. Mais qui va les renvoyer dans leur pays? Personne. Mme Sommaruga n'arrive même pas à renvoyer des criminels étrangers.



Christoph Blocher prédit un avenir difficile à la Suisse si l'initiative «Contre l'immigration de masse» est refusée. NELLY RODRIGUEZ

«Un pays doit décider de ce qui est bon pour lui, même si cela contredit un tout petit peu le travail des managers»

Christoph Blocher, chef de file de l'UDC

Vous voulez des contingents d'étrangers. Comment l'entreprise doit-elle prouver qu'elle n'a pas trouvé d'employé suisse?

On fait ce qu'on a pratiqué avant 2007. On regarde d'abord s'il y a des Suisses pour pouvoir faire le travail. Et on arrête de faire venir des étrangers surqualifiés qui entrent en concurrence frontale avec une secrétaire suisse, par exemple, en acceptant un salaire bas. C'est le gros problème avec les frontaliers. Regardez le Tessin qui est envahi de travailleurs italiens. Et à Genève?

Vous voulez plafonner le nombre de frontaliers?

Il doit y avoir une proportion à respecter par rapport à la population indigène. Le nombre des frontaliers a doublé pendant les dernières dix années, ce qui pose un problème, particulièrement pour les cantons du Tessin et de Genève. Et ce nombre augmente encore.

Vous êtes vague. Quelle proportion?

Vous n'arriverez pas à me faire dire un chiffre. L'important, c'est de privilégier les travailleurs suisses à l'embauche.

Comme on l'a fait par le passé. Ce n'était pas le paradis mais cela a bien fonctionné. Il n'y a aucune proposition alternative du Conseil fédéral pour freiner l'immigration.

Priorité aux Suisses, cela veut dire que les seconds du pays passent après, comme les nouveaux immigrants UE?

Vous relayez la propagande des syndicats! Notre initiative favorise les travailleurs suisses, y compris les étrangers qui sont installés légalement depuis longtemps chez

nous. Cela n'a rien à voir avec le passeport.

Les chefs d'entreprise sont contre votre initiative. Ils dénoncent la bureaucratie à l'embauche.

Ils ont raison. Même dans mon entreprise, le chef du personnel dit que c'est plus facile de recruter dans un bassin de 500 millions de personnes. Mais un pays doit décider de ce qui est bon pour lui, même si cela contredit un tout petit peu le travail des managers. Sinon, quand la conjoncture deviendra mauvaise, le flot des immigrants ne va pas s'arrêter. Il y aura toujours plus de chômage et de Suisses qui perdront leur travail. Le plus grand économiste mondial, Milton Friedman, a dit: «Le libre-échange, c'est la prospérité. Mais il y a deux choses qu'un Etat ne doit pas laisser complètement au marché: les personnes et le capital.»

Le produit intérieur brut (PIB) est en hausse, même par tête d'habitant, et le chômage est bas. Où est le problème?

Le PIB par tête progressait beaucoup plus vite avant 2007 quand il n'y avait pas la libre circulation totale. C'est logique. Il est évident que les salaires baissent quand un grand nombre de demandeurs d'emploi arrivent, qui dans leur pays d'origine gagnaient moins. C'est le nivellement par le bas. Et nous avons une hausse du chômage continue depuis juin 2013.

En comparaison internationale, le chômage reste très bas.

Allons donc. Regardez les trente dernières années. Nous avons un taux de chômage supérieur à 3,5% uniquement quand l'économie était mauvaise. Quand il y avait une croissance de 2,5%, on avait un chômage entre 1 et 2%.

Pourquoi alors votre initiative se traîne dans les sondages à 37%?

Attendons la votation. Mais peut-être le seuil de douleur n'est pas encore assez élevé dans certaines régions. Si le non l'emporte, cela va mal tourner. Il y aura de grosses tensions sociales. Le Tessin est un avant-goût de ce qui va se passer en Suisse.

Retrouvez notre dossier sur votations.24heures.ch

Blocher conseille à Burkhalter de démissionner si...

● Une Suisse promise au déclin? Les propos du président de la Confédération ne troublent pas Christoph Blocher. «Ce sont les mêmes prophètes qui ont annoncé le déclin de la Suisse en 1992. Au soir du vote négatif sur l'EEE, Jean-Pascal Delamuraz a déclaré qu'il s'agissait d'un «dimanche noir», que la jeunesse suisse n'avait plus d'avenir. Nous sommes en 2014 et vous voyez

ce qu'il est advenu de ce scénario catastrophiste.»

En cas de succès de l'initiative, il reviendrait à Didier Burkhalter de réorienter la politique étrangère de la Suisse. Le Zurichois estime que ce dernier ferait mieux de démissionner. «Si j'étais conseiller fédéral et que j'eusse l'intime conviction que la Suisse court à sa perte si on applique l'initiative, alors même qu'elle ne

demande qu'une modeste renégociation avec l'UE, alors oui je quitterais le Conseil fédéral, explique-t-il. Mais vous verrez, personne ne va démissionner...» Un trait d'ironie avant de balayer le risque de voir les bilatérales tomber. «La Commission européenne ne peut pas dénoncer les accords. Il appartient aux pays de le faire. Vous croyez vraiment que l'Allemagne, la Hollande ou

l'Italie veulent dénoncer l'accord sur les transports alors que nous construisons les nouvelles liaisons ferroviaires alpines? La vérité, c'est que l'UE est demandeuse dans beaucoup de dossiers. Moi, je serais ravi qu'il n'y ait pas d'accord sur l'échange automatique des informations fiscales. Quant au dossier énergie, il profite aux deux parties. Mais c'est du «nice to have».

Sécurité aérienne Assouplissement du règlement sur les liquides

Les passagers en transit dans les aéroports suisses en provenance de pays hors UE pourront dès fin janvier conserver dans leurs bagages à main les liquides achetés en zones duty free. Des nouveaux scanners seront mis en service afin de les contrôler. Les articles devront se trouver dans un sac scellé avec la quittance. La nourriture pour bébé et les médicaments peuvent également être pris à bord. Ils devront toutefois passer dans les nouvelles machines capables de détecter les explosifs. **ATS**

Oiseaux au chaud

Neuchâtel L'hiver clément a permis de garder les espèces frileuses sur les lacs suisses: avec près de 16 000 individus, les effectifs de nettes rousses ont atteint un nouveau record lors du recensement 2014 sur le lac de Neuchâtel. C'est plus du double de la moyenne des derniers hivers. **ATS**

Gradés et étudiants

Armée Le service militaire devrait moins entraver les études des gradés dès 2017. Grâce à un accord entre les Universités et le chef de l'armée, les cadres effectuant leur paiement de galons pourront partir trois semaines plus tôt pour rejoindre les bancs des hautes écoles. **ATS**

Jeux olympiques La candidature des Grisons a coûté 5,1 millions

Le projet échoué de candidature pour les Jeux olympiques d'hiver dans les Grisons en 2022 a coûté 5,1 millions de francs. Le comité responsable du dossier a présenté la facture finale mardi. La Confédération et Swiss Olympic prendront chacun en charge deux sixièmes des frais, soit 1,7 million de francs. Le Canton des Grisons participera à hauteur d'un sixième. Le dernier sixième sera payé par les Communes de Saint-Moritz et de Davos. Les frais de la campagne de votation ne sont pas compris dans ce montant. **ATS**

Découverte



Des archéologues ont découvert au col du Brünig plus de 120 pièces de monnaie, des pfennigs du XIIIe siècle. Trouver une telle quantité de pièces est une sensation. Jusqu'à présent, seules 17 pièces de ce genre et de cette époque avaient été trouvées dans toute la Suisse centrale. Les scientifiques pensent que cet argent a été perdu ou caché par un voyageur. **ATS**

Le chiffre

2,3%

C'est l'augmentation du nombre de Suisses qui vivent à l'étranger par rapport à l'année précédente. Ils étaient 732 183 l'an dernier, soit l'équivalent de la population du canton de Vaud. Libre circulation aidant, l'UE accueille le plus d'immigrés suisses. La France en comptait ainsi 191 362, l'Allemagne 82 626, l'Italie 50 716. Au total, 438 074 Suisses habitent dans l'UE. Sur les autres continents, ils se trouvent toujours principalement aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Israël. **ATS**

Renseignement Il y aurait dix djihadistes suisses en Syrie

Le service de renseignement de la Confédération estime qu'une dizaine de combattants suisses se trouvent en Syrie ou sont en passe de s'y rendre. Le porte-parole Felix Endrich l'a indiqué hier à la radio alémanique SRF. Il pourrait s'agir de djihadistes ou d'aventuriers. Ces hommes pourraient être formés dans un camp à l'étranger et se radicaliser. «Ceux qui reviennent et ceux qui recrutent en Suisse sont très dangereux. Nous surveillons ces milieux», a précisé Felix Endrich. **ATS**